

CNRR 80

RETRAIT DE LA LOI INSTAURANT LE « PASSE SANITAIRE »

TOUS AUX MANIFESTATIONS

**Après avoir décrété l'état d'urgence,
Après avoir imposé la loi « sécurité globale »,
Après avoir imposé toutes sortes de mesures liberticides,
Après avoir annoncé les réformes de l'assurance chômage et des retraites**

MACRON a décidé, contre toute légitimité démocratique populaire et en dépit de la déroute électorale qu'il vient de subir, d'imposer un passe – sanitaire qui instaure un contrôle du gouvernement sur toutes les activités publiques et professionnelles des citoyens et des salariés recevant du public, notamment les personnels soignants.

Ainsi le même MACRON dont le gouvernement continue à fermer des lits et des services dans les hôpitaux, a décidé d'écarter de la vie sociale (bars, restaurants, culture, loisirs ...) des millions de personnes qui ne seraient pas vaccinées. Il a décidé de mettre au ban de la société les salariés non vaccinés en contact avec le public avec une suspension de contrat pouvant durer des mois. Ainsi les salariés ne percevront ni salaires, ni indemnité de chômage, ce qui est pire qu'un licenciement déguisé.

Dans ces conditions, les militants qui se réunissent dans le cadre du CNRR 80 considèrent que le peuple et les salariés ont raison de se mobiliser pour obtenir le retrait de la loi instaurant le passe-sanitaire et revendiquer le retour aux libertés constitutionnelles.

Macron ne va pas s'arrêter là. Toutes les conditions de la rentrée sont explosives. Plus que jamais, il y a donc nécessité de poursuivre la discussion, le regroupement entre les militants ouvriers, les syndicalistes, les gilets jaunes - quelle que soit nos appartenances politiques ou syndicales - de regrouper les forces qui entendent défendre les acquis des travailleurs et des jeunes, et mettre fin à la politique de casse de Macron.

**Réunion débat : RDV MERCREDI 15 Septembre à 18H
à la Boite sans projet (qui nous prête ses locaux pour l'occasion)
au 24 rue Jean Jaurès à Amiens**

Le CNRR (comité national de résistance et de reconquête), créé au plan national le 10 novembre 2018, est un espace de discussion qui rassemble des militants, salariés, étudiants, retraités, militants de la France Insoumise, du POI, de Picardie Debout, des syndicalistes de différents syndicats, etc. qui y participent à titre individuel. Avec une préoccupation commune : la Résistance et la Reconquête des acquis des grandes grèves de 1936 et de la libération de 1945, aujourd'hui remis en cause par les grands patrons et le gouvernement Macron à son service.

Les personnels refusent que leurs collègues soient sanctionnés

Le ministre Véran a réuni en visio-conférence, le 24 août dernier, les directeurs d'hôpitaux. De nombreux directeurs ont exprimé leurs inquiétudes à l'approche du 15 septembre. Ils ont souligné que les grands problèmes d'effectifs que connaissent les hôpitaux seraient brutalement aggravés par les mises à pied des personnels non vaccinés, que le ministre exige à partir de cette date. Les directeurs ont demandé des délais, des assouplissements. Selon des sources syndicales, le ministre Véran aurait répondu : « *Il n'y aura aucun passe-droit, aucune négociation.* »

Message brutal reçu 5 sur 5 par deux directeurs zélés : à l'hôpital d'Armentières (59), deux hospitaliers ont été mis à pied sans traitement ; au groupement hospitalier du Havre (76), la même sanction est tombée sur deux techniciens de labo, une administrative et une infirmière.

Honte à ce gouvernement, à ce ministre, qui ose utiliser l'épidémie mortelle pour mettre dehors des hospitaliers et attaquer l'hôpital public ! ■

■ FÉDÉRATION CGT SANTÉ-ACTION SOCIALE

« Nous n'accepterons pas qu'un seul collègue soit mis à pied »

Appel de la commission exécutive fédérale des 30 et 31 août

Que cherche à faire le gouvernement ? A dégoûter les soignant.e.s ? A accélérer ses restructurations en accusant nos collègues ?

(...) La commission exécutive fédérale alerte sur le chaos que ces mises à pied vont immédiatement provoquer sur le fonctionnement de tous les établissements. L'hôpital public et tout notre système de santé sont en danger.

Nous n'accepterons pas qu'un.e seul.e collègue soit mis.e à pied. Aucune sanction. Aucune retenue de salaire ! On a besoin de tout le monde à l'hôpital. ■

Rassemblement devant le ministère de la Santé le 14 septembre

Les syndicats CGT des hospitaliers de tous les départements de l'Île-de-France appellent à se rassembler le 14 septembre, à partir de 11 heures, devant le ministère de la Santé, sur ces revendications : « *Augmentation des effectifs, maintien des lits et des services, augmentation des salaires, NON à toutes les sanctions, NON aux suspensions de rémunération !* » ■



Banderole posée sur les grilles de l'hôpital de Dieppe.

■ DIDIER BIRIG, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION FO SANTÉ

« Nous demandons un mois supplémentaire »

Propos entendus sur RT France, le 4 septembre

« **N**ous sommes contre le fait que l'on se retrouve à l'hôpital avec des agents qui vont avoir des sanctions s'ils refusent de se faire vacciner. Il faut de la pédagogie, les rassurer pour qu'ils puissent faire ce choix. » ■

■ RHÔNE

Les syndicats des hospitaliers CGT, FO et Sud appellent à manifester devant l'ARS le 14 septembre

Extraits de leur appel commun (7 septembre 2021)

Assez de culpabilisation du personnel de nos établissements de la part du gouvernement qui détruit notre système de santé et de l'action sociale. (...) Nous sommes pour la vaccination au libre choix de chacun et contre la vaccination obligatoire. (...) Nos revendications sont plus que jamais à l'ordre du jour :

- l'arrêt des restructurations et des fermetures de lits et de places ;
- des ouvertures de lits et places dans la santé et l'action sociale ;
- un grand service public de santé et d'action sociale ;
- retrait du passe sanitaire, de l'obligation vaccinale et aucune sanction pour les salariés.

Les organisations syndicales du Rhône CGT, Sud et FO de la santé et de l'action sociale, du public et du privé, appellent tous les établissements à faire des mobilisations devant leurs établissements le matin.

Rassemblement, le 14 septembre, à partir de 13 heures devant l'ARS.